"Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures."

J.Ziegler



#### Une intervention visuelle sur le militantisme à Liège

Témoignages d'initiatives militantes liégeoises Autour de Blockbuster 17-21 mai 2022 Caserne Fonck Rédaction Philippe Lecrenier Graphisme – Mise en page Artisan Graphique

#### "Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures."

J.Ziegler

# Sommaire

Edito	p.4
Militance et Liège - Un souffle insatiable – Entretien avec B. Frère	p.6
Le Front Antifasciste Liège 2.0	p.8
Rire et Vivre	p.12
Glue Gang	p.14
L'Odyssée du monde	p.16
Irruption	p.22
La Masse Critique	p.26
Sortir du bois	p.30
Lost Niños	p.34
Liège Sans Pub	p.36
Quai des enfants	p.40
Stop Alibaba & Co	p.44
Entre-Murs Entre-Mondes	p.50
Solidarité Culture Liège	p.54
La Ceinture Aliment-Terre Liégoise	p.56

# Egiko



#### « Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures »

J.Ziegler

« On le changerait bien, ce monde. Mais que peut-on faire à notre niveau? » C'est vrai que l'ampleur de la tâche a de quoi décourager. Au Collectif Mensuel, nous avons la fiction, c'est plus facile. En 2015, nous mêlions l'humour et le rock'n'roll pour piller une arme de communication massive de la pensée dominante et la retourner contre elle. Blockbuster racontait une insurrection populaire en réponse à un cynisme de classe bien huilé. L'inventivité de nouvelles mesures a depuis largement dépassé la fiction... sans révolution. Le mur ne s'écroule pas. Est-ce pour autant qu'il ne se passe rien? Comme le suppose Jean Ziegler, les murs les plus puissants ne tombent-ils pas par leurs fissures? N'est-ce pas brèche par brèche que le vivant reforme un réseau, recolonise ce qui lui était confisqué? Peut-être les petites initiatives préfigurent-t-elles un autre monde. « Think Global. Act Local » (« Penser Global, Agir Local »), suggère l'adage devenu familier.

De manière subjective et non exhaustive, nous avons voulu recueillir le témoignage de porteurs d'initiatives enthousiasmantes. En agissant localement, ils ont négocié d'autres virages, d'autres visions, d'autres mondes que le futur qui nous était promis. Ils ont posé et attiré des regards sur ce qui était maintenu invisible, bousculé les convictions des gens autour d'eux, et parfois même des pouvoirs publics. Initialement seuls ou par petits groupes, ils ont réenchanté des manières d'être citoyens, de faire démocratie.

Le tissu social et militant liégeois est notoirement dense, actif. convivial, bariolé. En dresser le panorama, des actions individuelles aux mobilisations de milliers de personnes, est une vaste tâche que nous ne relevons pas. Nous saluons toutes les luttes qui visent un vivre ensemble plus juste, plus collectif, plus social et solidaire, et plus durable. Nous n'entrouvrons que quelques portes, pour témoigner de ce qui est possible dès les premières étapes de la militance. Certaines de ces actions vivent déjà ce moment charnière où leur combat percole auprès des instances publiques et de leurs leviers. D'autres sont encore anonymes ou clandestines et cherchent à le rester. Toutes ont pour point commun d'être nées ces dernières années. Derrière chacune d'elles, quatre ou cinq citoyen·ne·s se sont récemment retrouvé-e-s pour apporter leur souffle à l'ouragan. Car à Liège comme ailleurs les vents de la militance soufflent fort, et depuis des siècles. Ils sont mouvants et redessinent les villes, inlassablement. Nous voulions poser nos yeux sur la naissance de ces vents, sur le

moment où ils enlacent de petites étincelles et grossissent avec. Liège est aussi la ville que nous habitons, que nous aimons. Cette intervention est une manière de la saluer, de contribuer aux rencontres, aux lieux qui font lien et qui maintiennent en mouvement. Car c'est là que les énergies percolent et que la vie émerge. Après, chaque ville a son histoire militante. À chacune de la débusquer, de la raconter, de l'inventer et de la réinventer.

#### Militance et Liège – Un souffle insatiable

Bruno Frère, sociologue à l'ULiège, voit dans le mouvement associatif une tonalité politique qu'on ne retrouve pas ailleurs. « L'association est le lieu de politisation et de 'citoyennisation' par excellence. En 150 ans, elle s'est élevée en lieu de résistance à l'égard des logiques d'État et de l'économie capitaliste. Les rapports de force qu'ont notamment entretenus les syndicats ont non seulement ouvert à de nombreux acquis sociaux, mais ont aussi imposé une liberté associative que l'État respecte aujourd'hui mieux au'ailleurs. Cette puissance des mouvements associatifs dans des pays comme la Belgique, la France ou l'Allemagne a en outre permis de construire des ponts entre les secteurs culturels et sociaux et l'État. » Dans ces secteurs.

la plupart des associations, jusque dans les plus instituées et subventionnées, sont nées d'éveils militants et bénévoles de citoyens.

#### De la lutte ouvrière à l'intersectionnalité

Comprendre le terreau associatif liégeois nécessite un petit retour en arrière. Lors de la seconde moitié du 19ème siècle. les États européens façonnent des sociétés peu démocratiques. L'illettrisme est important, le suffrage est censitaire, et c'est dans ce giron politique que le capitalisme grandit et s'impose. Pourtant, « il existe à l'époque une économie populaire, à caractère coopératif qui, si elle avait été soutenue, aurait pu suggérer d'autres modèles économiques. Mais ces mouvements ouvriers, s'ils ont été trop peu portés politiquement, auront quand même une influence. Ils luttent. développent des formes d'éducation populaire et pourvoient à des services que ni l'État ni le capitalisme ne prennent en charge. Certains de ces services sont en fait des protections contre les dégâts occasionnés par l'exploitation capitaliste elle-même. Il n'y a, à l'époque, pas d'indemnités de chômage, de sécurité sociale, de mutuelle, de pension, ni de droit du travail. Tout cela s'organise en premier lieu au sein de ces

mouvements associatifs avant d'être élargi. Ce n'est qu'au début du 20ème siècle que l'État finit par concéder un statut, une existence légale à ces associations populaires et informelles. » Jusque dans les années 1970, ces combats associatifs se concentrent principalement sur la lutte des classes. D'autres luttes existent, mais sont en grande partie repassées à travers ce prisme. Depuis une cinquantaine d'années, d'autres populations précarisées, s'associant, posent de nouvelles revendications qui ne sont plus d'abord liées à la question de la domination des travailleurs par les plus riches dans l'économie : féminisme, antiracisme, écologie, aide aux migrants, etc. Plusieurs réflexions visent à favoriser l'essor de ces luttes en cherchant à les croiser. La notion d'intersectionnalité advient. Le combat contre le capitalisme reste central, mais est pensé de manière plus transversale et croise plusieurs questions.

aussi de Pologne, du Portugal, d'Italie, d'Espagne, du Maroc, etc. ont grossi la classe ouvrière. La présence d'une université depuis les années 1830 a favorisé toute une agitation intellectuelle, une forme d'éducation, de sensibilisation et d'intellectualisation au sein de la classe populaire, nourrissant une conscience politique robuste. Le tissu militant y a été entretenu au cours des décennies, faisant de Lièae un bastion associatif fortement marqué à gauche. « Ce n'est pas un hasard que des initiatives comme l'accueil des réfugiés, la marche des femmes ou le développement d'une conscience écologique sont défendues avec plus de force que dans d'autres villes de taille similaire ».

#### Le brassage liégeois

Une partie de ce qui caractérise Liège aujourd'hui se retrouve dans d'autres villes postindustrielles. Le militantisme y est historiquement très fort car le capitalisme y a été puissant et y a fait beaucoup de dégâts. En 150 ans, des dizaines de milliers de travailleurs euses de Liège, mais



ront tiste iège.

#### Couper l'herbe sous le pied des fascistes

Le vent de l'extrême droite souffle fort en Europe, accélérant par endroits la désertification démocratique. En Wallonie, et particulièrement à Liège, persiste un microclimat plus doux. C'est notamment grâce à de nombreux garde-fous, qui veillent depuis des décennies pour détecter et étouffer tout embryon de fascisme. Ils se passent un flambeau allumé par les premiers migrants ouvriers espagnols et italiens, et entretenu depuis par différents groupes de vigilance. Notamment au cœur des syndicats, de l'université, des tribunes du Standard, des groupes militants ou de la contreculture. « Le Front Antifasciste de Liège 2.0 ne devait réellement renaître qu'en décembre 2018 », soulève Loïc, l'un de ses participants. « Pour anticiper les élections communales, nous avons voulu créer un espace d'échanges et de luttes de manière plus coordonnée en l'ouvrant à toutes les sensibilités de l'antifascisme comme par exemple la FGTB, les Territoires de la mémoire ou encore les Ultras du Standard, etc. » Davantage qu'un collectif, le FAL peut plutôt être défini comme un espace-temps institué que chacun et chacune peut intégrer, et qui fonctionne à l'initiative.



Tout le monde est libre d'initier une discussion, un événement, de proposer une action, suivie ou pas selon l'adhésion des autres. Le Front se veut surtout pragmatique, flexible, local, en situation, libéré d'une ligne unitaire trop rigide.



### Tout est bon dans le Front

Les initiatives répondent à différentes stratégies qui orbitent autour d'une même idée : « Le problème n'est pas tant de débattre des « idées » d'extrême-droite que de débattre et discuter avec l'extrême-droite » et tant pis pour la sacrosainte liberté d'expression. Ou, plutôt, un rappel que cette liberté n'a jamais été totale et est limitée par d'autres. Car rien n'est plus dangereux qu'un groupe d'extrême droite lancé sur ses rails. La crolle dans l'œil, Loïc témoigne : « L'une de nos stratégies est de couper l'herbe sous le pied de toute tentative, toute velléité de constitution, d'organisation ou de rassemblement d'extrême droite. De littéralement leur pourrir la vie par tous les moyens possibles. Nous partons vérifier la moindre rumeur d'affectation d'un local à Liège. Nous prévenons les propriétaires

et puis nous rendons la vie des occupants tellement pénible qu'ils finissent par partir d'eux-mêmes. Nous faisons en sorte qu'ils soient constamment obligés de regarder derrière eux, de faire attention à nous. Nous sabotons leur temps et leur énergie qu'ils ne peuvent plus dès lors utiliser pour s'organiser, se développer, recruter et - comme on le voit ailleurs - devenir une force dangereuse pour tout le monde. »

Ce n'est pas tout. Le Front assure notamment un important travail de veille et d'information (via des interventions publiques ou par la production d'articles d'analyses, d'événements culturels ou de discours). La veille consiste à scruter l'actualité des membres de l'extrême droite, de ce qu'ils disent, de ce qu'ils font pour mobiliser. Si les enjeux semblent importants, le front s'active. Là encore, les outils varient. Il peut s'agir de manifestations, de contrerassemblements, de blocages, etc. Emporté par une jubilation à peine contenue, Loïc raconte leur intervention à Verviers, empêchant la tenue d'une conférence de Theo Francken, ou l'organisation au pied-levé de concerts sur la Place Saint Lambert où, à l'occasion du 1er mai, des membres de Nation avaient prétendu détourner cette journée de luttes du mouvement ouvrier international. « Finalement, ils ne sont pas venus. La place était occupée ». Relevons encore un travail d'interpellation politique. Pour citer un exemple récent. le Front a adressé une lettre ouverte au Collège communal,

l'enjoignant de fermer un local occupé par Nation dans le quartier Saint Léonard. Cette occupation, qui s'est étendue sur plusieurs mois, a occasionné de nombreuses tensions et bagarres, les occupants du local allant jusqu'à intimider et agresser des riverains affichant leur solidarité avec les personnes réfugiées. Pendant les périodes électorales, le Front travaille également à la perturbation des meetings et des campagnes d'affichage.

### Cultiver la convivialité

Si Loïc exulte à chaque peine vécue par l'extrême droite organisée, l'organisation d'événements tout public l'anime avec davantage de passion. « Concerts, festivals, et même un tournoi de foot populaire avec les zapatistes quand ils sont passés par Liège... » énumère-t-il pêlemêle. « Chaque mois, un café antifasciste est organisé sous des formes multiples (rencontres, débats, lecture de livres, jeux de société, projections, etc.). Et fin juin se tiendra un festival au CPCR où se mêleront des ateliers d'animation. des activités politiques, des conférences gesticulées et des concerts. Ces événements sont importants. Ce sont des lieux de socialisation, qui construisent des liens. La lutte antifasciste est assez ingrate, car elle s'inscrit dans la négative, et son résultat

est difficile à observer. On peut se dire que c'est facile de lutter contre l'extrême droite quand il n'y en a pas, sans chercher les raisons de son inexistence. Mais on risque de les laisser se constituer et construire jusqu'au moment où il est trop tard. Et puis, au-delà du néo-nazi bête et méchant, on doit continuer de lutter contre l'extrême droitisation de la société. Ce phénomène m'effraie beaucoup plus car il est plus insidieux et des acteurs tentent de le normaliser. Les risques politiques s'observent dans la contamination culturelle de certaines idées, dans l'accueil d'anciens militants extrémistes au sein de partis plus démocrates, ou au cœur de phénomènes qui ne sont pas intrinsèquement d'extrême droite, mais dont les dynamiques sont proches. Le conspirationnisme, par exemple, qui a été particulièrement efficace pendant la pandémie. Organiser ces événements, dans la convivialité, c'est entretenir un antifascisme social et populaire, occuper la place, les idées, les discussions, pour que le fascisme ne pousse pas. »



## 



InteRVention
visuelle sur
les lieux publics
par excellence,
le graffiti peut
charrier de
nombreux
messages.



L'un des membres du groupe Rire & Vivre témoigne anonymement de cet art esthétique et politique, qui aime sauter au-delà des frontières de la légalité.

«Au départ, printemps 2009 entre Namur et Marche-en-Famenne. nous voulions surtout nous nommer, sentir l'appartenance à un groupe. On se marrait beaucoup, on avait une petite conscience politique. Ou pas. Tagger rire & vivre, ca nous plaisait, et encore maintenant, treize ans après, ca nous remonte le moral. Et à ceux et celles qui le lisent aussi, je pense. Et puis, c'est ouvrir les portes du milieu du graffiti qui peut être fort hermétique. Écrire, peindre sans autorisation, c'est une manière de dire non, de refuser un rythme de vie qui nous est imposé par les médias et le système capitaliste. C'est dire oui à autre chose, dire oui à une idée plus simple et plus humaine. Dénoncer, revoir, regarder autrement, s'interroger et créer la curiosité, faire rire. C'est ce qui nous pousse à rendre vivant l'espace public.»



# Glue Gang

#### Une lettre noire par feuille A4. Collées l'une à côté de l'autre sur un mur, elles crient à la ville leur ras-le-bol.

Ces premiers collages sont apparus en France en 2019 pour dénoncer les trop nombreux féminicides et la complaisance politique qui en minimise la portée. Depuis, de nombreux groupes se sont accaparés cette esthétique percutante, la portant en un mouvement international devenu familier. Les premiers groupes se nommaient « Collage féministe de (nom de ville) ».

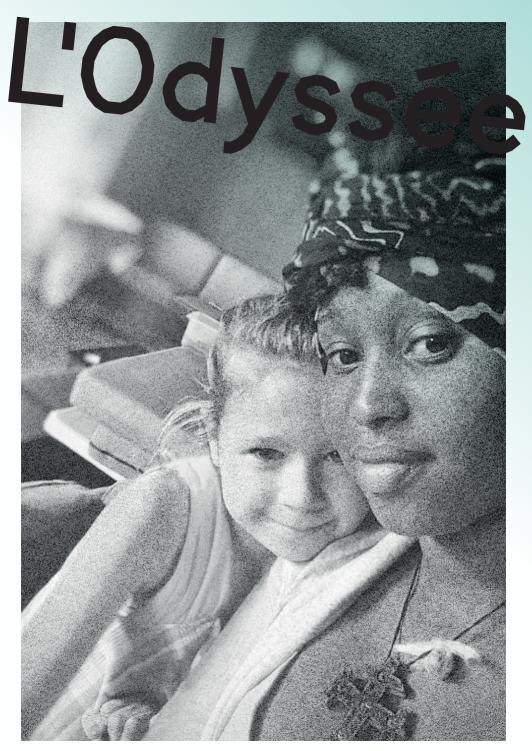
Le collage a été choisi et préféré au graffiti, car les peines encourues sont moins importantes. L'action reste par contre illégale et condamnable. Les membres qui composent ces groupes restent donc méfiant·es et anonymes. En plein déploiement, le mouvement a connu un conflit d'opinion important, menant à une scission dans les actions. Certains groupes exclusivement composés de femmes se révèlent transphobes et putophobes. Pour s'en dissocier et insister sur l'importance de l'inclusivité, une branche dissidente a varié les méthodes de nomination. C'est le cas de Glue Gang, à Liège. Un fait d'arme? En réaction à un

reportage de la RTBF intitulé « Être bi est-il une mode? » Glue Gang a « collé » les locaux de la Médiacité de la phrase « Ma bisexualité n'est pas une mode ». « Nous ne sommes pas les seul·es à coller sur Liège, nous confie J., l'une des membres du collectif. D'autres personnes pratiquent ce type d'intervention et de militance féministe.

Comme le graff, le collage peut être approprié par qui veut, et c'est une très bonne chose. »

J. attache une grande importance à la notion d'inclusivité, qu'elle décline au fil de son témoignage. « Glue Gang est un collectif à mixité choisie. Il n'est pas composé uniquement de femmes, mais bien de divers personnes sexiséees. C'est-à-dire, des personnes qui subissent des discriminations liées à leur appartenance sexuelle (trans, intersexes, bi-e-s, gays, lesbiennes et femmes). Nous parlons donc bien de « colleur·euses », et non de « colleuses ». Seuls les hommes cisgenres ne sont pas acceptés. » De nombreux collectifs de collage s'inscrivent dans cette veine. Le combat initial contre les violences faites aux femmes s'est ouvert. Par la réappropriation de l'espace public, il est devenu le porte-voix de personnes sexisé·e·s voulant dénoncer les discriminations. les violences, les oppressions et les injustices subies et imposées par une société patriarcale.





## du Monde

## Les migrants ne sont pas illégaux mais en irrégularité administrative

L'Odyssée du monde est une asbl impliquée dans l'accueil de personnes en migration. Pas à pas, en jouant de ténacité et de bon sens, elle bouge les lignes et façonne une société plus solidaire et humaine. « Au départ, résume Delphine Verstraelen, l'une de ses fondatrices, nous assurions de l'aide humanitaire de première nécessité pour les migrants en transit. Certains (après avoir été informés de leurs droits) ont demandé l'asile ici. Donc nous avons étendu notre aide à ces demandeurs d'asile et puis à certains sans-papiers (qui ont demandé l'asile mais ont été déboutés). Nous remarquons qu'ils sont souvent mal informés sur leurs droits. Nous les leur expliquons de manière neutre, pour qu'ils sachent ce qui est possible et prennent une décision non orientée. Pour ceux qui le demandent ou qui souhaitent demander l'asile, nous leur fournissons un avocat, les accompagnons dans les différentes procédures, les aidons dans leur installation une fois leur statut obtenu, assurons au maximum leur inclusion dans la vie citoyenne, sociale, scolaire et professionnelle. »

### Une succession de petites victoires

« Ces personnes ne sont pas illégales, martèle la bénévole. Elles sont en irrégularité administrative. Nous connaissons la ligne rouge à ne pas dépasser, et nous y veillons.

C'est une priorité absolue pour sensibiliser les institutions et

les populations, et, avec leur collaboration, faire sauter les verrous. » La patience et la conciliation portent leurs fruits. Il n'y a pas si longtemps, Delphine Verstraelen était auditionnée par la Police Fédérale pour suspicion de trafic d'être humain et aide au séjour illégal. « C'était comme dans les films. On a pris mes empreintes, ma photo de face et de profil et saisi mon GSM pour analyse. Ce n'était pas le meilleur moment de ma vie, mais c'était aussi une opportunité. Les tensions sont réelles, mais nous ne sommes pas hors-la-loi. Nous devions pouvoir collaborer avec la Police. Un représentant de la Police Fédérale se trouve aujourd'hui à la table, avec nous. » Cette table, ce n'est pas qu'une expression. Tous les trois mois, l'Odyssée du monde rassemble les partenaires fédérés sur sa route. S'y trouvent des mandataires de 8 communes (Blegny, Soumagne, Herve, Thimister-Clermont, Plombière, Welkenraedt, Olne, Fléron), une représentante de la Croix-Rouge, des représentant-e-s d'autres collectifs actifs sur ces communes, la cheffe de cabinet du gouverneur et la Police Fédérale, donc. « La réalité d'une commune n'est pas la même qu'une autre. Les nécessités peuvent varier, les mobilisations être complémentaires, les bonnes initiatives percoler. Chacun témoigne de ses expériences, nous faisons remonter les besoins. L'entraide et la coconstruction sont positives. » D'autres partenariats existent,

avec d'autres associations bien entendu, mais aussi avec les CPAS, les centres Fedasil ou Croix-Rouge, des hôpitaux et certaines maisons médicales.

La Commune de Blegny comptait parmi les premiers partenaires. Beaucoup de jeunes migrants passent par cette région bordant l'E42, voie directe de l'Allemagne à l'Angleterre. « Pas à pas, grâce à la mobilisation de citoyen·ne·s actifs sur cette commune, dont les fondateurs de l'Odyssée (en constitution à l'époque), un accès hebdomadaire aux douches d'un complexe sportif, puis un hébergement de jour dans un presbytère inoccupé ont pu être obtenus. Les jeunes ne traînaient plus dans les rues, le sentiment d'insécurité s'estompait. Les droits fondamentaux de ces humains en transit commençaient à être respectés. Des permanences médicales ont pu être organisées, un partenariat avec la Croix-Rouge également. Ce lieu a également obtenu, depuis, l'autorisation d'hébergement de nuit. Il est maintenant géré au quotidien par les bénévoles de la région, constitués en asbl. C'est une mission qui nous tient à cœur au sein de l'Odyssée : encourager des collectifs citoyens à se structurer sous une forme juridique, être autonomes et continuer à faire bouger les lignes dans ce cadre. agir local, multiplier les initiatives. Nous avons successivement ouvert d'autres hébergements collectifs de week-end, sur Olne, Soumagne ainsi que sur Herve. »

Lors du premier confinement, les migrants présents sur le territoire ont été répartis chez des hébergeurs. A la fin, 25 d'entre eux n'avaient toujours pas de toit. A l'époque, l'ancien propriétaire d'un club de tennis de Soumagne mettait le lieu à disposition les week-end. « Comme l'activité avait cessé avec la pandémie, j'ai demandé au Bourgmestre si nous pouvions les y confiner à temps plein. Cela n'a pas été simple. Outre les hésitations et contretemps, il ne fallait surtout pas que les allers-retours des bénévoles s'accumulent autour du centre. Je me suis donc confinée avec ces 25 jeunes du 17 mars au 17 juin. Nous avons pu compter sur la mobilisation citoyenne pour nourrir tout le monde durant ces 3 mois. »

Les collaborations avec certains assistants sociaux de Fedasil et des CPAS sont d'un autre ordre. Une fois au'ils ont obtenu un statut, les demandeurs d'asile accueillis en centre ouvert ont deux mois pour quitter les lieux. « Ce court laps de temps durant lequel ils sont laissés à eux-mêmes pour trouver un logement, un travail, s'établir dans la société est un véritable No Man's Land. Quant aux CPAS, ils sont débordés. Dans ces cas-là, ils nous appellent, nous les encadrons, nous recherchons des logements, nous nous portons garants financièrement si nécessaire auprès des propriétaires, nous effectuons toutes les démarches administratives avec eux, nous les aidons à se meubler, etc. »

### L'urgence d'informer

Beaucoup de crispations naissent d'une mécompréhension de la réalité de ces jeunes. L'Odyssée du monde a construit, en partenariat avec la cellule appui migration de la Croix-Rouge, un webingire délivrant de nombreuses informations soulevant craintes et zones d'ombres. Pourquoi ne voit-on essentiellement que de jeunes hommes, par exemple? Car la plupart des personnes qui fuient la misère, la guerre ou la dictature s'arrêtent aux pays limitrophes. Les familles avec enfants ne savent pas avancer très loin, ou finissent entassées dans des camps surchargés aux portes de l'Europe. Le chemin de l'exil est tellement dangereux et éprouvant que seulement les jeunes ados en bonne santé risquent le plus souvent les longs voyages. L'Angleterre est un El Dorado qui ne s'anticipe pas et qui se construit au fur et à mesure du chemin, selon les rencontres, les opportunités, les moyens et surtout, les portes qui se ferment. Beaucoup de ces jeunes parlent déjà anglais. Une communauté les y attend. Il n'y a pas de carte d'identité, là-bas. Ce webinaire a été organisé à 3 reprises à destination des mandataires communaux et des CPAS.

L'histoire de chacun de ces jeunes est insoutenable, inimaginable. Ils sont encore ici traités comme des criminels et sont démunis face au

poids de l'administration. Ils ont bien souvent perdu confiance dans les institutions puisqu'ils ont parfois déjà demandé l'asile dans un autre pays européen et, après plusieurs années d'attente, ont été refusés. Certains interrogatoires dont ils font l'objet sont harassants. On leur arrache des réponses au cours desquelles ils se fourvoient non pas par malhonnêteté mais par usure. Le règlement de Dublin, qui stipule qu'ils ne peuvent demander l'asile que dans le premier pays européen où leur identité a été contrôlée est une aberration coûteuse et inutile. L'État est pourtant souverain par rapport à ce règlement. « Un jeune qui n'est pas demandeur d'asile, qui se fait arrêter à Bruxelles et dont le « pays Dublin » est l'Italie peut être placé en centre fermé. Le coût journalier par réfugié dans ces centres est de +-240 euros (il ne s'élève qu'à +-11 euros dans un centre de demandeur d'asile). Il peut ensuite être escorté par la police et déporté en avion, toujours aux frais du contribuable. Une fois en Italie, il lui faut moins de 48 heures pour être de retour à Bruxelles. Et tout recommence ». Car les instances fédérales et européennes ce jeu de mauvais-goût qui ressemble à un interminable match de pingpong dont la balle est humaine. Pendant ce temps, des initiatives émanant « d'en bas » changent progressivement ce monde.

#### Comment aider?

Les manières de venir bénévolement en aide aux personnes en migration sont multiples. Tout le monde n'a pas de capacité d'hébergement, et ce n'est pas grave. Il est possible de participer aux récoltes de dons qui sont organisées. Il est aussi possible d'assurer des traiets en voiture, conduire des jeunes à des rendez-vous administratifs ou médicaux, assurer des repas. assurer des permanences dans les lieux d'accueil et d'hébergement, fédérer des propriétaires solidaires, rechercher et proposer des bâtiments communaux vides, ou même simplement partager les communications sur les réseaux sociaux.

# rruptic



### n



Fondé en 2019 par quelques jeunes ami·e·s, ce projet est aujourd'hui animé par une petite dizaine de personnes de façon bénévole.

L'idée est d'offrir plus de visibilité à des initiatives, des combats, des groupes, des mobilisations, qui proposent une alternative et/ou qui se confrontent au modèle capitaliste dominant, et dominateur sous toutes ses formes possibles. En bref, à ce vieux monde qu'on ne veut plus, ici ou ailleurs. À l'heure des crises permanentes, nous pensons qu'il est primordial de bâtir de nouveaux récits communs, de nouvelles histoires que l'on se raconte, de nouveaux horizons qui éclairent. En ce sens, la documentation du réel, via la réalisation vidéo et la diffusion de celles-ci, a une place significative dans cet objectif.

Après une petite pause de 6 mois entre Juillet 2021 et Janvier 2022, nous avons redéployé notre média via trois formats principaux :

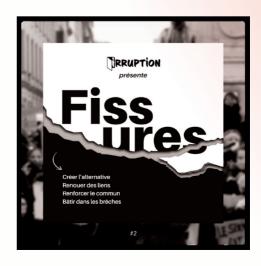
#### 1. MOUVEMENTS:

Avec Mouvements, nous suivons en vidéo les forces qui s'organisent pour une société plus juste et plus écologique.



#### 2. FISSURES:

Avec Fissures, nous vous présentons des reportage sur acteurs trices qui, tous les jours, œuvrent à créer du commun et des alternatives concrètes.



#### 3. MÉMOIRES DES LUTTES :

Avec Mémoire des Luttes, nous vous livrons des évènements marquants, des luttes essentielles, qui ont façonné l'histoire sociale de notre pays.

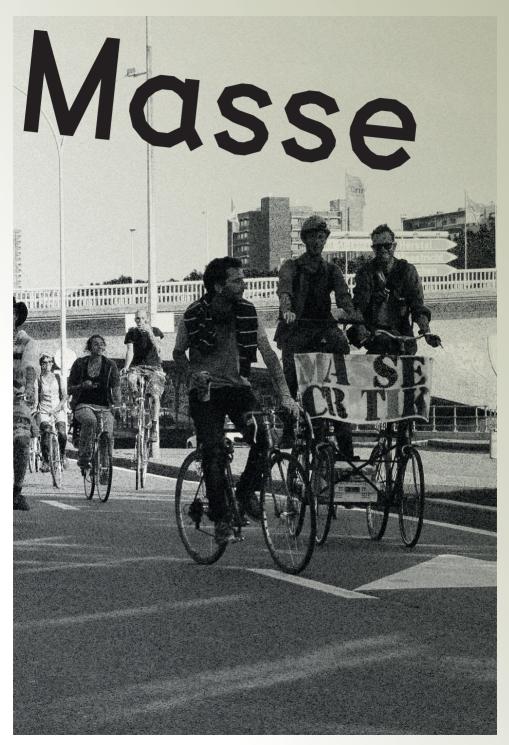


« Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures.»

#### RRUPTION

Retrouver notre travail sur Facebook, Instagram, Youtube, Stuut.info, ... Contact: Irruption@protonmail.com





# critique

#### La Masse Critique "I want to ride my bicycle"

Masse critique et mobilité douce : En physique, la masse critique est un seuil à atteindre pour amorcer une réaction ou une transformation. En 1992, dans Return of the Scorcher, un documentaire de Ted White, George Bliss utilise ce terme de « masse critique » pour parler du trafic routier chinois. Arrivés à certains croisements sans feux de signalisation, des cyclistes attendaient d'être assez nombreux pour faire masse et traverser ensemble.

Un mouvement social planétaire : La première Masse Critique destinée à réhabiliter le vélo en ville est née à San Francisco au début des années 1990. De telles manifestations s'organisent aujourd'hui régulièrement dans plus de 300 villes de par le monde. L'intersectionnalité du vélo : Une bonne intégration du vélo en ville s'inscrit à l'intersection de plusieurs enjeux : climatique, de sécurité, de mobilité, d'urbanisme et d'aménagement du territoire (des infrastructures pour la mobilité douce offrent des possibilités plus conviviales qu'une ville construite autour de la voiture). D'autres luttes dépassent ces considérations trop – rapidement considérées comme « bobos ». Le déploiement du vélo répond aussi à des défis socioéconomiques et de santé publique. D'une part, un vélo est nettement plus accessible qu'une voiture et doit pouvoir ouvrir autant que possible à des perspectives sociales et professionnelles. D'autre part, la pollution des villes est principalement due au trafic automobile. Le dioxyde d'azote, l'un de ses principaux marqueurs, se concentre prioritairement dans les quartiers précarisés, densément bétonnés et habités.

La piraterie : « Nous roulons sur le patriarcat. » La Piraterie est une variante Féministe et Queer de la Masse Critique, en mixité choisie. Phénomène regrettable à observer : les rassemblements de la piraterie sont victimes de davantage d'hostilités que ceux de la Masse Critique.

#### Vélo à Liège : Je t'aime moi non plus

En 2009, très peu d'infrastructures étaient pensées pour le vélo à Liège (la situation s'étant légèrement améliorée aujourd'hui). Les rares téméraires qui osaient s'affranchir de la voiture pour le deux roues étaient alors bien moins nombreux. Certaines masses critiques avaient déjà été organisées. Mais un petit groupe de personnes issues du milieu anarchiste liégeois, dont Yves Wathelet, voulait en faire un événement régulier et communiquer autour. « Je ne suis représentatif de rien du tout, se précipite d'emblée Yves, qui nous reçoit dans un atelier de réparation de vélos au cœur du quartier d'Outremeuse. » La masse critique, c'est aussi un laboratoire démocratique, organisé en autogestion, de manière horizontale. « C'est un événement. une date, un lieu. Aucun thème ni aucun itinéraire n'est imposé ni anticipé. Ce qui se passe avant et après, ou autour, c'est autre chose. Au cours de l'événement, chacun

est responsable de sécuriser le groupe, en respectant le code de la route. Maintenant, et toujours dans l'optique de maintenir le groupe et de sécuriser tout le monde, les premiers qui arrivent à un carrefour ou à un rond-point s'arrêtent et en bloquent les autres accès jusqu'à ce que l'ensemble de la masse critique soit passée. »

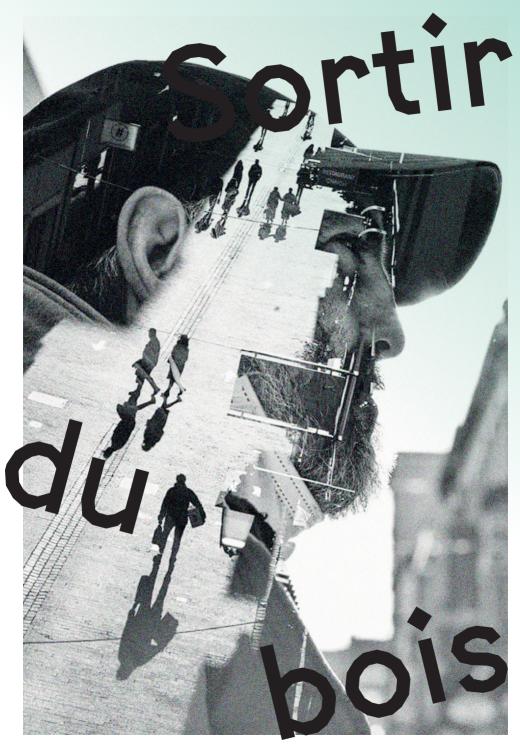
Certains vélos sont bariolés et décorés pour l'événement, les enfants sont de la partie, l'écho des sonnettes tintinnabule jusqu'aux faîtes des toits de la ville. L'ambiance se veut festive, conviviale, ludique. Est-ce une manifestation? Peut-être un peu. Yves préfère parler de « coïncidence organisée ». D'ailleurs, tout le monde ne défend pas les mêmes revendications, au sein de la Masse Critique. Elles évoluent, de manière mixte et floue. On peut juste affirmer qu'elles tournent autour de la place du vélo et, à Liège, de la difficulté d'une cohabitation cordiale avec les automobilistes et les piétons du fait d'infrastructures mal adaptées. « Après, on peut demander davantage de pistes cyclables, ou viser à donner moins de place aux voitures dans le centre-ville, réfléchir aux effets de la périurbanisation, vouloir recentrer le commerce local... La Masse Critique a le mérite de dévoiler un rapport de force, un levier qui ouvre à de possibles discussions avec les politiques et les automobilistes. Mais cette étape-là, ce n'est déjà plus celle de la Masse Critique. »

#### La police liégeoise popularise la Masse Critique

Jusqu'en 2018, les Masses Critiques culminent à une centaine de participants. Le 27 avril de la même année, ils sont entre 60 et 70 à avoir démarré place Saint Léonard. La police, les suspectant de bloquer la circulation, les escorte depuis le boulevard d'Avroy, s'échauffe alors que des cyclistes continuent de passer à un feu devenu rouge, tente d'empêcher le groupe d'entrer dans un rond-point des Guillemins et finit par bloquer tout le monde dans la rue des Rivageois. 17 véhicules de police et 35 policiers armés de matraques et de boucliers anti-émeute nassent le groupe et l'empêche de passer. Chacun doit présenter sa carte d'identité, la manifestation est interrompue.

Cette intervention musclée en présence de familles et de jeunes enfants a connu une importante couverture médiatique. L'indignation a déferlé sur les réseaux sociaux et au Conseil communal. Le 25 mai lors de la Masse Critique suivante, près de 600 cyclistes répondent à l'appel. Si sa fréquentation a baissé, l'événement reste depuis incontournable pour de nombreux cyclistes liégeois.





#### Sortir du bois Pizzas confinée

En mars 2020, alors que les places bourgeonnaient et que le Carnaval du Nord réveillait Liège de sa léthargie hivernal, le cœur de la ville s'arrêtait de battre soudainement. Dans les coteaux vivaient quelques dizaines de sansabris. Les centres de distribution alimentaire et les services d'hygiène étaient fermés et la manche sans badauds, impossible. Même les dealers avaient disparu des radars, les privant aussi de cet échappatoire. Dans ce contexte confiné, cing habitant.e.s du quartier Saint Leonard ont décidé de soutenir ces sans-abris. C'était le début de Sortir du Bois. « Nous avons commencé par leur apporter trois repas par jour, et le café à 16h, se souvient Sophie Bodarwé. C'était aussi l'occasion de leur expliquer ce qui se passait à mesure que les infos sur la pandémie arrivaient. »

Très vite, Sortir du Bois assaille Facebook, démarche les riverains. L'engouement est immédiat. « Il faisait beau, les gens se promenaient, nous voyaient, avaient du temps, voulaient aider. C'était dans l'air. Si nous ne l'avions pas fait, d'autres l'auraient fait. On a reçu des repas parfois très élaborés. Se sont joints la distribution d'eau et de matériaux de base : sacs de couchages, réchauds, tentes,

radios, bougies, lampes de poche, piles... Certains nous donnaient de l'argent. L'un d'eux a voulu offrir une livraison de pizzas. C'était la fête! L'épicier Mehmet a proposé des tabacs suspendus, l'Amicale des Boulangers du pain suspendu, les Grignoux, le Festival de Liège et d'une Certaine Gaité, fermés, nous ont donné leurs stocks de boissons. Nous avions du vin, du coca, des bières... Cet élan nous a aussi aidé à dénoncer la manière dont la Ville s'est désolidarisée du sans-abrisme ».



« Sortir du bois », le nom est politique. Il rend visible ce qui est caché. La brouette, dessinée par Hugo Piette, en est un beau symbole. Durant le confinement, la demande d'installer un point d'eau au pied des coteaux n'a pas été entendue. La CILE a tout de même offert des bidons de 10 litres, qui devaient aussi avoir un usage sanitaire. Mais ce sont plus de 6 tonnes d'eau qui ont été acheminées à la brouette à travers les coteaux par les bénévoles.

### Sortir du bois au sens propre

Le confinement s'enlisait. Un lien de proximité se tissait entre les sans-abris et l'association.

« l'idée de les sortir du bois et de les aider à retrouver des formes d'autonomie a germé. Nous avons systématisé les méthodes de don en vendant t-shirts, sacs, pulls, bonnets ou en proposant des domiciliations mensuelles de 10 euros ». De là, les possibilités ont jailli de partout. « C'est assez magique. On cherche, on demande, on expose des besoins et les opportunités se mettent souvent en place un peu toutes seules. Nous nous sommes lancés à la recherche de caravanes. La première, nous l'avons achetée, mais beaucoup nous ont été données. Nous n'avions plus qu'à les retaper... et trouver des terrains. » C'était la partie plus complexe. Trouver un terrain vide, en terme de réinsertion, n'a que peu de sens. C'est du côté des associations. des maisons médicales, etc. que les portes se sont ouvertes. Les domiciliations ont aussi permis de payer des loyers ou des logements d'urgence. « Nous avons notamment pu offrir des nuits d'hôtel pour protéger une femme qui était harcelée dans les bois, ou une autre qui devait être cachée après avoir quitté son « amoureux ». Nous avons pu prêter de l'argent à un sans-abri qui avait trouvé un boulot, mais qui devait acquérir un scooter pour s'y rendre. Il nous rembourse tous les mois. sans intérêt, évidemment. Pour ceux qui n'ont pas de revenus, nous leur offrons 20 euros de téléphone par mois, pour qu'ils puissent entretenir les liens qu'ils ont encore... »

Parmi les belles initiatives, Jean-Philippe Possoz, chef de travaux à la Faculté d'architecture de l'ULiège, a mené un projet avec ses étudiants. De l'étude à la réalisation, ils ont aménagé une caravane, aujourd'hui protégée par un car-port et munie d'une terrasse, d'un coin sanitaire et d'une toilette sèche. Les plans sont accessibles et reproductibles, les matériaux volontairement économiques. Sortir du bois jouit d'une reconnaissance grandissante. L'association a obtenu le Prix fédéral de lutte contre la pauvreté (10.000 euros) ainsi qu'un projet de trois ans financé par la Fondation Roi Baudouin. Il consistera en un aménagement collectif d'une tiny house, offerte par l'Amicale des Boulangers et implantée sur un terrain à Vaux-Sous-Chèvremont. « Ce sont les sans-abris qui décideront comment l'occuper : y installer une famille ou y aller à tour de rôle... On verra. »

#### L'appel au politique

Le travail d'interpellation des élus est tout aussi central.

« Nous restons une petite équipe. Nous avons nos métiers sur le côté. La quinzaine de personnes que nous suivons sont celles rencontrées pendant le confinement. Nous n'avons pas la capacité d'accompagner plus de monde, en dehors de quelques opérations ponctuelles. Mais on peut partager notre expérience. D'autres petits groupes

peuvent lancer des initiatives similaires dans d'autres quartiers. A mes yeux, nous ne supplantons pas le politique. Ce ne sont que de petits élans citoyens, qui ont le droit d'exister, et qui dévoilent ce qui est caché, sciemment ou non. Mais aborder le problème du sansabrisme en profondeur nécessite un engagement de la Ville, qui n'est pas assumé, aujourd'hui. Elle pourrait être là pour encadrer, soutenir, collaborer avec toutes ces initiatives. Elle peut notamment statuer sur la question des habitats légers et des affectations de terrains inoccupés, reconnaître les initiatives citoyennes, travailler à les fédérer, à stimuler l'entraide. les rencontres, les dons et les formulations de besoins, etc. » En attendant, Sortir du Bois montre que les gens s'organisent, s'entraident, sont naturellement portés vers des comportements pro sociaux. Il faudra bien que tout cela percole, que ces actions sensibilisent les membres du Collège, et qu'ils actionnent les leviers qui sont les leurs. Autrement, les habitants finiront par réinventer la cité entre eux.









#### Lost Niños

Le collectif Lost Niños est né de la rencontre entre Romain et Joé, au sein du collectif de sérigraphie Hellogirls! Ces deux enfants perdus aiment dessiner et construire leurs griffonnages, tantôt à deux, tantôt à 34 punks lors de projets plus conséquents. La militance de Lost Niños passe par le festif et les rencontres. Ils sont à l'origine des 4 derniers grands feux du Carnaval du Nord. La tour des finances. un empilement de bagnoles, Guernica de Picasso revisité et un Char d'assaut qui se tire dessus, ils et elles dénoncent la stupidité humaine et son égoïsme.

Ils utilisent un maximum de matériaux de récupération tels que des cagettes de fruits et légumes, bardages de chalets, vieilles charpentes, palettes, carcasses de voitures ou de bateaux pour créer leurs structures monumentales qui marqueront les esprits des festivaliers.

Le Créahm, Esperanzah, Austral Boréal, le Micro Festival... Si les partenaires et les ateliers affluent, le collectif maintient sa liberté, n'accepte ou ne discute que de projets qui font sens.





### Liège sans pub

#### Douche froide et renouveau

La militance contre la publicité dans l'espace public à Liège ne date pas d'hier. Mais en 2017, l'échéance du contrat qui liait JCDecaux (qui placent les panneaux de 36m2 au bord des routes, les abris de bus rétroéclairés, les sucettes publicitaires...) à la Ville de Liège depuis 15 ans allait lui donner un crédit jusqu'alors inédit. Le nouveau contrat incluait une petite variante: l'installation de panneaux numériques si énergivores que personne n'a cru les chiffres communiqués par les détracteurs du projet. Le collectif Liège Sans Pub est né pour empêcher la signature de ce contrat. Il a consulté les différents partis,

mûri les enjeux, listé les effets délétères de la publicité, relevé les exemples de villes l'ayant bannie de leurs rues, quantifié ce que représentait financièrement ce contrat dans le budget de Liège et proposé des alternatives concrètes pour trouver des fonds autrement. Ces militants ont agrégé une mobilisation historique et récolté de nombreuses signatures renforçant leur poids et leur argumentaire, qui devait être dévoilé lors d'une interpellation communale. « Malheureusement, ironise Xavier Jadoul, l'un des membres du collectif, le renouvellement du contrat a été avancé à la semaine précédant l'interpellation... et signé. »

#### Ancrer l'action

Ce fut la douche froide. Une occasion manquée de libérer Liège de la publicité. Depuis, le collectif vivote entre deux vagues. Ceux qui ont porté ce projet y ont cru, tant son approbation tombait sous le sens. Xavier Jadoul n'était pas de ceuxlà. Il a rejoint le collectif plus tard, et cherche avec eux un second souffle. « Nous entretenons des liens avec d'autres collectifs. Bruxelles sans pub et Namur sans pub se sont créés récemment. Nous avons aussi rejoint Subvertisers International, qui ventile des actions dans le monde entier. Nous menons aussi un important travail d'information, bien suivi sur les réseaux sociaux, mais par des profils déjà sensibilisés. Nous devons trouver comment questionner d'autres publics, comment visibiliser plus largement nos actions. »

Liège sans pub attaque la publicité en la dénonçant. « Les billboards restent un bon support à détourner. Ils sont massifs, inaccessibles, dominants et taillés pour être vus. Nous ne nous contentons pas de recouvrir ces affiches ou d'y tagger des slogans percutants. Nous adaptons nos méthodes aux campagnes, les filmons, les contextualisations et les accompagnons de communiqués de presse envoyés à différents médias et journaux. Lorsque Engie lance par exemple une campagne sur la transition technologique,

nous nous devons de nuancer leur enthousiasme et le rôle qu'ils jouent. » Liège sans pub relaie également des actions qui leur sont envoyées anonymement. L'une d'elles visait Total Energie. Des bâches ont été coupées pour recouvrir la grille du siège liégeois du groupe et emballer des pompes à essence. « Total claironnait ses bonnes pratiques énergétiques tout en s'accaparant une nouvelle exploitation pétrolière en Angola et en rasant une forêt du Brabant Wallon pour y installer un parc photovoltaïque. Il nous semblait important de relayer cette dénonciation. De la même manière, nous ne savons pas qui a planté une pioche dans un panneau JCDecaux. Mais l'image ouvre la discussion, le débat. »



#### La pub, ça ne fait pas de mal...

Finalement, ces panneaux dans l'espace public ne sont-ils pas inoffensifs? Non. Ils détournent l'attention des automobilistes, cachent certains angles de vue, sont esthétiquement assez laids et se révèlent particulièrement coûteux. En France, pour chaque nouveau véhicule acheté, 1500 euros partent dans les campagnes

publicitaires. Pour Xavier Jadoul, ces arguments restent pourtant presqu'anecdotiques. « La publicité est la porte d'entrée du capitalisme. La surconsommation, qu'il est aujourd'hui urgent de juguler, est impossible sans une propagande permanente et agressive. Individuellement, on peut se dire qu'on ne regarde pas les pubs, que nous ne sommes pas concernées. Mais elles agissent sur le collectif, influencent de nouvelles normes et de nouvelles valeurs de société. » Quelques exemples concrets ?

Plus blanc que blanc:
Si nous vivons aujourd'hui dans
une société hyper hygiéniste, c'est
notamment parce qu'il fallait laver
plus blanc que blanc, acquérir un
produit spécifique pour les WC,
pour la vaisselle, pour les sols,
pour les surfaces de travail, etc.
En tant qu'individus, nous n'avons
aucune influence sur l'évolution de
cet environnement idéologique.

Je n'ai que de l'eau du robinet : Les bouteilles d'eau présentent tellement bien. On les sert dans les restaurants, puis lorsqu'on a des invités, pour une occasion spéciale. Jusqu'à ce qu'on n'en ait plus et que dans un rapport d'excuse, nous nous entendions avouer un timide « je n'ai que de l'eau du robinet, ça ira? ».

Ma norme, mon SUV:
En ce qui concerne l'industrie
automobile, les gros modèles
(SUV, voitures de sport,...) sont
surreprésentés par rapport
au parc effectif. L'image de

ce qu'est une voiture normale évolue, de nouveaux standards s'imposent par le haut.

Un capitalisme « vert »: Le capitalisme a cette particularité assez magique de pouvoir phagocyter ce qui le déstabilise pour s'en sortir renforcé. Bannir la publicité sur les énergies fossiles, c'est bien. Dès lors, l'image d'un SUV électrique remplace celle d'une voiture thermique, et les géants de l'énergie affichent fièrement leurs nouvelles éoliennes. Pourtant, les SUV, particulièrement lourds, ne polluent-ils pas autant de par les matériaux nécessaires aux batteries, l'usage des pneus, des freins et de l'asphalte? La pirouette est habile, le business continue, la seule bonne question est évitée : comment consommonsnous moins d'énergie? Comment changeons-nous de modèle?



# Quality enf



### ants

#### Recréer une société depuis la base

Installés à Tilleur depuis 4 ans, les bénévoles de Quai des enfants accueillent gratuitement les jeunes du quartier et des enfants sanspapiers dans leurs locaux. Les mercredis après-midi, les week-end et les congés scolaires, entre 50 et 100 enfants âgés de 2 à 21 ans passent la porte d'un lieu animé par deux grands principe: l'inclusion et la mixité. « Il est primordial que tout le monde puisse venir, et que nous cherchions des solutions individuelles et collectives pour vivre ensemble, explique Alain Hendrick, fondateur de l'asbl. Même si c'est difficile, et que ces enfants vivent des situations très éprouvantes. » Tilleur était un quartier populaire particulièrement vivant, avant de subir un effondrement économique et une désertion politique l'empêchant

de se relever. « La société, làbas s'est éteinte. Il n'y a plus de parc, de plaine de jeu ou de terrain de foot. Ces jeunes ont des compétences et des aspirations, mais qui restent sans réponse ni possibilité de développement. Notre premier enjeu est de leur redonner une confiance en eux, de l'espoir, de l'écoute. L'important, c'est l'échange. Qu'ils prennent peu à peu conscience du groupe, de leur potentiel, quand ils sont portés par les autres et qu'ils deviennent des acteurs plus épanouis. On a des programmes et des projets. Mais on vit surtout au jour le jour. Si un enfant arrive en larmes, on arrête tout. »

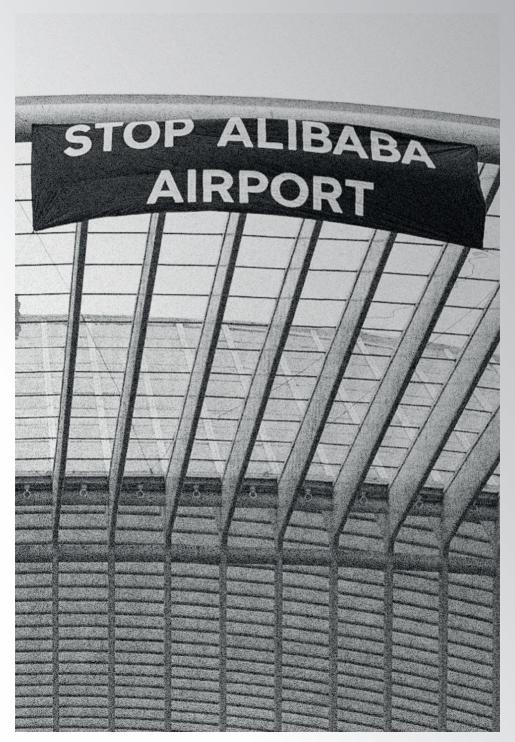
Le projet n'aurait pas vu le jour si Alain Hendrick n'avait pas eu la chance de capter ce qui les rend extraordinaires : leur sens du partage et de la solidarité. Ce sans quoi notre civilisation serait, demain, appelée à disparaître. « Au tout début de ma rencontre avec les « sanspapiers », j'avais obtenu l'accord de quelques mamans d'entraîner leurs enfants dans une petite excursion citadine : découvrir Liège d'en haut, et au vert. Plutôt enthousiastes, les mamans avaient bricolé quelques sandwiches pour compléter le régime de fruits que j'avais pu récolter. En chemin, les enfants se figent devant un corps échoué sur le seuil d'une maison. Ils tentent de l'interpeller; le questionnent en s'inquiétant de sa santé. L'homme épuisé ne répond qu'à peine. Je tente rapidement de récupérer les enfants, conscient de l'impossibilité d'échange. La marche reprend: les trois derniers restés « au chevet » nous rattrapent et nous dépassent en courant. La légèreté de leurs petits sacs à dos m'étonne. Un regard en arrière: sur le seuil de l'abandonné trois sandwiches ont été déposés. Des expériences comme celles-là me sont offertes fréquemment. C'est à cette lumière que toute l'entreprise a pu s'engager et se développer: les « moins que rien » au secours des sans rien! »

Lorsqu'il réfléchit à d'autres événements marquants, Alain Hendrick se remémore l'hébergement d'une béninoise âgée de cinq ans. « Le matin, j'ai pris le bus avec elle, pour aller voir les autres enfants. Elle était terrorisée, aux aguets. Une sirène de police a retenti. Elle s'est levée, prévenant tout le monde en criant que la police arrivait. Un voyageur a tenté de la rassurer, mais elle continuait de crier. Pourquoi la police est-elle une menace pour certaines communautés? Il y a là quelque chose à travailler en profondeur. Une autre fois, je me promenais avec tout un groupe dans le guartier Pierreuse. Autrement, ils ne voient jamais la ville. Ils chantaient et riaient, et je les devançais. Un lourd silence a progressivement remonté tout le groupe. Je me suis retourné et j'ai vu trois policiers qui remontaient la rue. Je les ai interpellés. On a discuté, ils ont joué avec les enfants, ont répondu à leur question, leur ont montré leur matériel. Heureusement que ce genre de moment existe. »

L'association élargit ses préoccupations aux familles. Il lui arrive de fédérer plusieurs donateurs autour d'une location destinée à une famille de réfugiés. Elle a également lancé des activités impliquant les mamans. « On leur demandait de préparer des repas ensemble, contre rémunération. Il est fréquent pour les mères de ne plus avoir de projet personnel. Elles vivent un renoncement total. au terme d'années d'invisibilité absolue. Nous essayons de réactiver une dynamique, un désir de vie. Les enfants, eux, ont encore une ressource vitale qui leur permet de surmonter la précarité de leur existence. Nous essayons d'ouvrir des portes pour qu'elle ne se brise pas à l'adolescence. »







### Stop Alibaba Alibaba



Front de collectifs et de citoyens composé notamment du CLAP, de Greenpeace Liège, des Dodos, de Students for Climate, d'Extinction Rebellion Liège, de Youth for Climate Liège, et soutenu par les Jeunes Organisés et Combatifs, Occupons le Terrain, Inter Environnement Wallonie, Les Amis de la Terre, Liège sans Pub, Intergroupe Maisons Médicales Liège.

« Nous ne voulons pas des extensions des aéroports. Ni à Liège, ni ailleurs. » « Nous ne voulons pas d'Alibaba. Ni de son monde. » Liège Airport devient le plus gros aéroport de fret d'Europe. Ce n'est pas une bonne nouvelle.

Santé: pollution de l'air et nuisances sonores. Liège Airport est l'un des derniers en Europe à autoriser les vols de nuit. Les avions gros porteurs détériorent le sommeil de dizaines de milliers de Liégeois, augmentant les risques d'AVC et de dépression.

Climat: à croissance égale, Liège Airport émettra en 2024 autant de CO2 que l'ensemble du parc automobile wallon.

Trafic routier: 1500 camions en plus par jour transiteront par Liège Airport.

Bétonisation des sols, environnement et diversité: les nouveaux entrepôts destinés à la filiale logistique d'Alibaba s'étendront sur 380 000 m2. C'est la terre nécessaire pour approvisionner 3800 familles en légumes pendant un an.

Surconsommation et concurrence aux producteurs et petits commerces locaux : l'e-commerce encourage à la surconsommation et au suremballage, et détourne de l'économie locale.

Emploi incertain : le nombre d'emplois à pourvoir ne sera pas important. Les conditions de travail risquent d'être particulièrement précaires. Coûts d'investissement : l'investissement lié à cette extension est colossal et supporté par la collectivité. Il sera finalement exploité par une multinationale étrangère.

Société: Alibaba, très proche du gouvernement chinois, est notamment à l'origine d'un logiciel de reconnaissance faciale qui aide à la répression de la communauté Ouïghour.

#### Fin de règne et décadence

Ce qui se joue actuellement à Liège Airport est le couronnement de plusieurs décennies de gestion cachée et de scandales publics. Le projet initié dans les années 80 pour assurer la reconversion économique de Liège aurait pu augurer du bon, si sa gouvernance n'avait pas été constamment noyautée et privée de toute forme transparence. Les récents enjeux autour de l'accueil d'Alibaba, le géant chinois de l'e-commerce, ainsi que d'autres compagnies de transport de fret, érige cet écrin de béton en figure hystérique de fin de règne. Alors qu'il est impossible de rationnellement concevoir ce projet comme tenant la route, rien ne semble entamer la détermination des décideurs concernés à le mettre sur pied.

Pourtant, le climatologue et activiste Pierre Ozer observe cette

invraisemblable pièce de théâtre avec un optimisme déconcertant. « Le projet est extrêmement fraaile. Climat, santé, nuisances, énergie, économie locale, emploi... quel que soit l'angle par lequel on le prend, il est indéfendable. Actuellement, un producteur local est directement mis en concurrence avec un producteur travaillant à des milliers de kilomètres d'ici. Cela est rendu possible grâce aux multiples avantages fiscaux qui rendent le transport aérien compétitif. Pour dire les choses platement, le coût du transport aérien est maintenant négligeable. Cependant, si nous voulons tenir nos engagements en termes d'émissions de CO2 pour contenir les conséquences du changement climatique, cet état de fait pourrait très rapidement être bouleversé. Ainsi, en 2021, l'activité de Liège Airport a été responsable des émissions de 2 millions de tonnes de CO2. Aujourd'hui, la tonne de CO2 coûte de l'ordre de 100 euros. Dès que la taxe carbone sera généralisée au trafic aérien, il faudra donc 200 millions d'euros par an uniquement pour autoriser l'activité à tourner. Et c'est sans compter le fait qu'actuellement et depuis la sortie de la Seconde Guerre mondiale – le kérosène n'est pas taxé, nulle part dans le monde; chose qui devrait changer dans les années à venir. Et si à cela, vous tenez compte du prix du baril de pétrole qui se stabilise au-dessus des 100 dollars, il devient de plus en plus intéressant de se détourner du transport aérien et de relocaliser une part non négligeable de notre économie. Par ailleurs, donner la

gestion d'un certain type d'emploi à une multinationale chinoise (qui détruit plus de jobs qu'elle n'en crée), c'est se rendre toujours plus dépendant d'économies et de pays qui ne partagent pas nos valeurs humaines, sociétales et politiques; c'est la reconnaissance faciale, les crédits sociaux, les conditions des Ouïghours, le rejet de la démocratie. Et si un jour, la communauté internationale devait sanctionner la Chine de la même manière que nous avons sanctionné la Russie, l'activité économique de l'aéroport serait à l'arrêt. Finalement. l'impact sur la dégradation environnementale est énorme aussi, notamment localement. puisque son déploiement nécessite une bétonisation ahurissante de terres agricoles, alors que nous devons travailler au déploiement du circuit court et de l'autonomisation alimentaire. »

#### Informer, poursuivre, interpeler et manifester

Ignominie, fraude, aveuglement, dangerosité, démesure, ambition anachronique... l'urgence du dossier interpelle et rassemble. Aujourd'hui, le front Stop Alibaba & Co lutte contre l'implantation de la filiale logistique du géant chinois et contre l'extension de l'aéroport. C'est bien à tout un modèle économique et éthique qu'il s'oppose. Il s'inscrit dans une longue tradition de luttes contre les agissements de Liège Airport et déploie aujourd'hui différents fronts. « Puisque la gestion de l'aéroport est une boîte noire, pointe Pierre Ozer, il a d'abord fallu comprendre son fonctionnement, créer l'information et la diffuser. A coup de recherches et de poursuites en justice, de nombreuses données utiles ont pu être récoltées, principalement par le CLAP (Comité Liège Air Propre), mais aussi, plus récemment, par Watching Alibaba. Cette information sensibilise la population autour des enjeux de l'aéroport, mais impose aussi le débat, place les élus devant leurs responsabilités. Quel que soit leur choix, ils le feront en connaissance de cause et auront à le justifier. De récents rapports de force ont abouti à la constitution

d'une commission parlementaire, qui devrait permettre de mieux cadrer l'évolution de l'aéroport. La constitution du front a aussi structuré le déploiement sur le terrain de toute une série d'actions coup de poing, de revendications, d'interpellations et de manifestations. »

#### Convergence des luttes, éveil politique et nouveaux leviers

Ce qui séduit, dans STOP Alibaba & Co. et que l'on repère dans d'autres initiatives comme la Ceinture Aliment-Terre Liéaeoise ou Occupons le terrain, c'est la capacité d'action, la force de frappe, l'acquisition de nouveaux leviers lorsque des porteurs de plusieurs luttes se fédèrent pour faire front ou pour parvenir à un objectif concret. « Des zonings industriels émergent un peu partout au bord des autoroutes, digresse le climatologue. Des collectifs d'Arlon, de Namur, de Tournai,... m'appellent pour les aider à lutter contre la bétonisation de ces terres. Partout, des gens ou des collectifs isolés se lèvent pour des problématiques similaires. Il suffit de les connecter. On ajoute la problématique de l'extension de l'aéroport, et on combat ensemble la bétonisation. C'est aujourd'hui, que nous devons regagner des terres

agricoles. Ce n'est pas en 2050. Quant à tous les jeunes qui grouillent au cœur de Stop Alibaba & Co, même s'ils ne parviennent pas à enrayer le projet, ils sont en train de se construire une conscience politique hors norme, systémique, aiguisée, et ils contaminent les autres. On le sait, aujourd'hui, qu'un tel projet d'aéroport n'est pas recevable, n'est pas juste, à l'instar de beaucoup d'autres choses. Nous devons continuer à mettre la pression, sans cesse, leur dire que ce monde n'est pas jouable, qu'il faut arrêter. Chaque citoyen, chaque association qui nous rejoint renforce la contestation. Et lorsque des centaines d'organisations sont rassemblées, elles ont des leviers d'action inouïs. Elles peuvent se constituer en interlocuteurs qui forcent des choix politiques plus en ligne avec les enjeux de notre siècle. »



Lntremurs entremondes



### De nombreuses cultures se brassent et se rencontrent dans les squats.

Parfois, y vivre est une simple question de survie et la furtivité est cultivée. Mais ce peut être également un acte politique en soi, en faveur du droit au logement et contre la spéculation immobilière. Maintenir des logements inoccupés est d'ailleurs une infraction contre

laquelle les luttes sont renforcées au niveau des Régions. A l'autre bout du spectre, les autorités tendent à illégaliser les squats, les troquant contre des cadres légaux via des conventions ou des statuts d'occupation précaire. Ces alternatives rassurent les propriétaires, facilitent les démarches administratives. etc. Mais dans les faits, elles favorisent surtout les squatteurs jouissant d'une éducation, d'un certain capital culturel et social. Les populations réellement précarisées en sont exclues. Au sein des squats plus militants, les laboratoires de vie en société

sont foisonnants. Certains lieux incubent des réflexions politiques et culturelles qui donnent naissance à des mouvements plus larges.

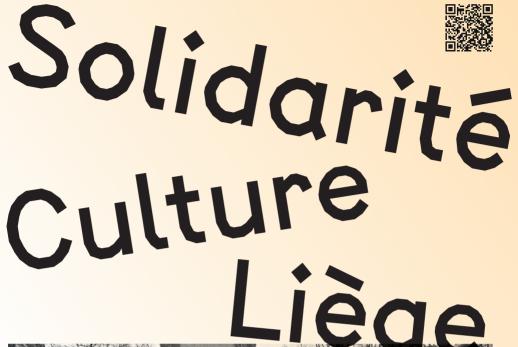
Lauren a photographié pendant trois ans dans le squat Entre-murs Entre-mondes. Un livre de photos raconte cette histoire. « Dans la pratique, les manières de trouver un lieu peuvent varier, expliquet-elle. On fait du repérage, on se balade, on cherche des bâtiments vides. Puis on rentre pour vérifier que c'est réellement inhabité. Le courrier qui s'empile depuis des années est un bon indice. Ensuite. on change les serrures, on installe nos matelas, on contacte des fournisseurs d'énergie, ceux qui le peuvent se domicilient, ce qui nous donne plus de droits. Nous, on contactait les propriétaires. On voulait que ce soit un espace visible de lutte politique, où on vit et crée des choses ensemble. Dans un de nos squats, le propriétaire était un privé qui habitait à Nice et qui faisait de la spéculation. Il n'était pas content, ca n'a pas été évident, mais finalement il nous a laissé tranquille. On pensait que ce serait plus simple dans celui d'après. C'était un bâtiment de la ville. Mais ils ont constamment cherché à dégrader nos conditions de vie, notamment de manière illégale. Ils ont par exemple creusé une tranchée devant le squat, en plein hiver, pour couper l'accès à l'électricité. Dans le collectif, nous avions une juriste, et nous avions des avocat·e·s qui nous ont aidé tout du long. Mais sans eux, les rapports de force

auraient été difficiles à tenir. »

Les souvenirs déposés par Lauren sont métissés. Certains jeunes idéalistes cherchaient des cadres. des règles pour vivre ensemble autrement, d'autres y vivaient par nécessité. La vie n'était pas toujours fluide. « Il y avait des artistes, des sans-papiers, des militants... Concrètement, apprendre à vivre à 40, concilier toutes ces cultures, cuisiner pour autant, ne pas s'enqueuler parce qu'il y en avait un qui pompait tout le wifi, même trouver le nom du squat, c'était déjà une lutte en soi. Très pratique, très concrète, qui prenait du temps. Après, on a organisé des débats, des concerts, des fêtes. Le lieu était immense, on l'a prêté aux Brigades de Solidarité Populaire, à une chorale, aussi. On a entretenu de chouettes liens avec les voisins. Certains venaient voir ce qui se passait, nous apportaient à manger... Dans le collectif, certains auraient voulu faire plus. Mais c'était déjà énorme de juste parvenir à vivre ensemble. »









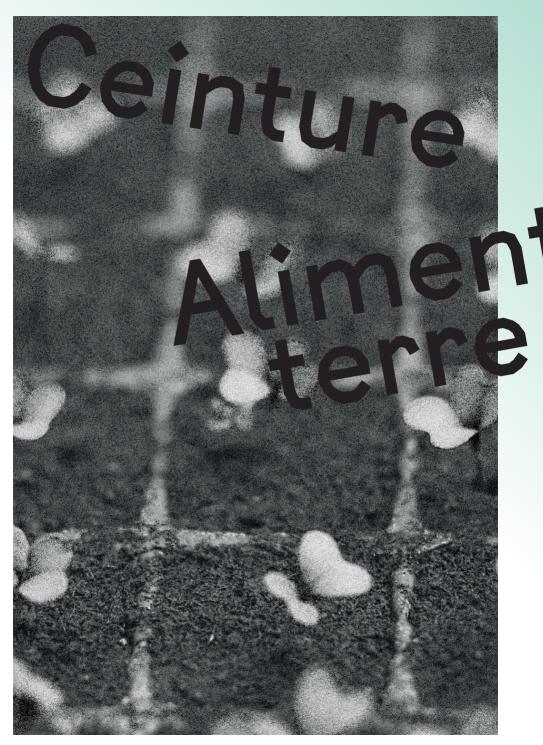
Le milieu culturel a été fortement impacté par la gestion de la pandémie. Des aides ont certes été allouées, mais principalement auprès des institutions et associations déjà bien installées. « Ceux qui font la culture, ce ne sont pas uniquement les institutions reconnues, martèle Pierre Clément, directeur technique du Festival de Liège. Ce sont également les petites associations, les écoles de danse ou de musique, les lieux alternatifs... Ils n'ont rien eu et sont nombreux à être en péril. » Alertés par ce déséquilibre, une quinzaine de professionnels du secteur ont lancé en 2020 un appel à la solidarité et à la considération du tissu associatif et culturel liégeois. Ils ont recu en peu de temps l'appui de 1500 signataires dont 300 associations. En plein confinement, lorsque se réunir et réfléchir ensemble était interdit, SCLq organisait des débat citoyens sur les places publiques. Ces actions ont rencontré un franc succès, de nombreuses personnes y trouvant un moyen de sortir de leurs bulles imposées.



Le besoin de travailler sur le long terme s'est petit à petit imposé afin de rendre pérenne le vivier culturel et associatif liégeois, principalement en se réunissant régulièrement pour échanger et construire une vision partagée. Sur les réseaux, lors de manifestations ou en sollicitant des rendez-vous avec les élus, SCLq a mené un travail continu d'interpellation pour demander une véritable transparence sur la distribution des subsides locaux, en incluant les critères d'attribution. « Nous voulions aussi la mise en place d'un guichet culturel, c'est chose faite. Jusqu'alors, c'était un véritable parcours du combattant pour celui qui voulait organiser un concert ou un événement. Aucune plateforme, aucune permanence ne centralisait les documents à remplir, les procédures à accomplir, les subventions à glaner... »

Peu à peu, SCLg s'érige aujourd'hui en lieu de rencontre et de réflexion du tissu associatif et culturel liégeois. Dans ce groupe ouvert à géométrie variable, on parle, échange des pratiques, on se serre les coudes et on fait front ensemble. Lorsqu'en décembre 2021, les Grignoux ont été parmi les premiers à rester ouverts malgré l'imposition de la fermeture du milieu culturel, SCLa a par exemple appelé à un rassemblement de soutien devant le cinéma Sauvenière, qui a réuni près de 1000 personnes.

Actuellement, SCLg se lance dans l'organisation d'ateliers solidaires de la culture.
Objectif: continuer et améliorer le réseautage mais surtout, travailler à des propositions concrètes, partagées et basées sur les expériences du terrain afin d'alimenter une politique culturelle concertée. Rien que ça...



## Liégeoise

#### Un système alimentaire alternatif, durable et solidaire

2043: Le système alimentaire liégeois est transformé. Plus de 50% de ce qu'on y consomme est produit localement et durablement, dans le respect de la terre ainsi que des femmes et hommes qui produisent notre alimentation.

2007: Le mouvement des villes en transition est lancé par Rob Hopkins, afin de mobiliser les citoyens autour de modes de vie et d'organisations collectives plus solidaires, écologiques et résilients. Quinze ans plus tard, ce mouvement fédère plus de 1500 villes dans 50 pays.

2011: naissance de Liège en transition. 80 personnes cherchent à réinventer leur quotidien autour de l'écologie, de la solidarité, de la mobilité, du logement et de l'alimentation. Mais un simple élan ne change pas la dynamique d'une ville. Il faut se recentrer, concrétiser et ouvrir aux habitant·e·s et aux élu·e·s.

La pierre angulaire est trouvée : l'accompagnement et la stimulation de nouveaux systèmes alimentaires et agro-alimentaires, notamment via les circuitscourts. Les finalités sont sociales (faciliter l'accès à une alimentation saine, locale et de saison tout en revalorisant les métiers très précarisés de l'agriculture), et écologiques (moins d'impacts liés à l'exploitation et au transport des denrées alimentaires). Quelques initiatives existaient déjà, mais restaient isolées. Il fallait les rassembler, réfléchir au

monde de demain, agir ensemble et dans un collectif élargi. 7-8 novembre 2013 : La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL) naît à la caserne Fonck. Pendant deux jours, 600 citoyen·ne·s se retrouvent, assistent à des témoignages (locaux et internationaux), à des saynètes de théâtre-action créées pour l'occasion et prennent part à un forum organisé en intelligence collective. Ensemble, ils ouvrent les imaginaires, rêvent et réfléchissent aux chantiers à initier pour parvenir à édifier un système alimentaire durable, solidaire et démocratique.

#### Des coopératives aux leviers publics

De l'événement jaillit un plan d'action. Plusieurs chantiers sont identifiés: mobilisation des citoyen∙ne∙s en tant que consommateurs trices, investisseurs et forces vives; mobilisation des pouvoirs publics; mise en place d'activités de formation et d'accompagnement; création de chaînons manquants dans différentes filières, facilitation de l'accès à la terre, etc. Chaque petite ligne qu'on parvient à faire bouger contribue à engager une transformation profonde du système, envisagée sur le long terme. Heureusement, le forum fondateur a galvanisé les troupes. Pour ses débuts, la CATL soutient et défend l'émergence d'activités économiques démocratiques, transparentes et sociales. Sous

ce nouveau ciel, les coopératives citoyennes actives dans le domaine alimentaire (dont Les Petits Producteurs, Oufticoop, la Brasserie Coopérative Liégeoise, Vent de Terre, pour n'en citer que quelquesunes) prospèrent. Elles passent de 4 à 25 en quelques années. Tout n'est pas simple, et certains échecs ont servi de leçon. Aujourd'hui, la CATL est reconnue en tant qu'acteur phare de la transition alimentaire à Liège. Elle met en œuvre et teste de nombreuses innovations sociales, partage ses apprentissages, ses réussites et ses difficultés de la manière la plus large possible, via par exemple des publications, afin d'outiller d'autres acteurs de la transition. La CATL joue également un rôle d'ensemblier sur le territoire, qui se concrétise notamment par la coordination du festival Nourrir Liège.

Tisser des alliances avec les pouvoirs publics pour les convaincre d'actionner les leviers dont ils disposent est une nécessité pour changer un système. En 2017, les 24 communes de l'Arrondissement de Liège Métropole planchent sur un schéma de développement territorial pluricommunal à l'horizon 2050. Ni l'agriculture ni l'alimentation ne sont initialement à l'agenda. Mais les échanges entre la CATL et les élus conscientisent ces derniers sur les enjeux liés aux politiques agricoles et sur leurs possibilités d'agir. Le développement de l'agriculture locale via les filières courtes devient l'un des quatre objectifs structurants du schéma de développement. Certains effets sont immédiats, dont la protection des terres agricoles. Les bourgmestres de l'arrondissement s'unissent par exemple contre une volonté du gouvernement fédéral d'exproprier une ferme biologique emblématique à Liège liée à l'expansion de la prison de Lantin. Dans le même ordre d'idée, la CATL collabore aujourd'hui avec la Ville et avec la coopérative Terre-en-vue sur la conception de politiques de gestion foncière agricole plus éthiques (entraver la spéculation, favoriser les filières courtes, l'écologie et le social). Ces leviers sont importants. Le CPAS de Liège détient à lui seul 1500 hectares de terres agricoles et s'apprête à en vendre 20% dans les prochaines années!



La mobilisation politique s'accompagne d'un travail auprès du grand public. Depuis 2017, en partenariat avec la compagnie de théâtre Ad Hoc, l'ULiège, Arsenic 2, le Beau Mur et le CAL, la CATL coordonne l'organisation du Festival Nourrir Liège, qui se définit comme le festival de la transition alimentaire. C'est à la suite de l'édition de 2018 de ce festival que le Conseil Communal adoptait une motion visant à bannir les perturbateurs endocriniens des cantines des crèches et des écoles, ainsi qu'à privilégier les filières courtes pour les alimenter. Un beau projet,

plus facile à commanditer qu'à réaliser. La CATL travaille depuis en partenariat avec les acteurs impliqués. Aujourd'hui, les 3000 repas préparés quotidiennement par l'intercommunale ISoSL pour les crèches et les écoles de Liège et de plusieurs autres communes intègrent des fruits, du pain et des produits laitiers biologiques et approvisionnés en filière courte. Ce sera bientôt également le cas pour la viande. Quant au poisson, il est labellisé pêche durable. En 2024, l'ambition politique annoncée par la Ville est que 100% des repas de ses crèches et écoles soient bio et locaux. L'ensemble des 11 000 repas préparés chaque jour par l'intercommunale ISoSL (notamment ceux servis dans les hôpitaux et maisons de repos) devraient également bénéficier à terme de cette politique d'alimentation durable, qui comporte plusieurs volets, notamment en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire. Au niveau logistique, ce projet se traduit par la nécessité de repenser la production, l'acheminement, le stockage et la transformation. Avec la Ville, et en partie grâce à des financements du plan de relance européen, la CATL élabore un pôle d'activité agroalimentaire contenant un hub logistique, des lieux de stockage et de conservation, une légumerie (pour nettoyer, découper, conditionner les légumes), une bocalerie (permettant la circulation de bocaux consignés et réutilisables), etc.

#### Un foisonnement d'initiatives et un exemple à l'international

Les succès citoyens et politiques semblent indiquer une direction heureuse pour la CATL. Mais pour ses membres, le combat reste quotidien, et le travail abattu par ces - seulement - 5 équivalents temps plein (!) est colossal. Parmi leurs initiatives ils ont cocréé le Collectif développement cantines durables, qui propose un accompagnement à la mise en œuvre de nouveaux modèles de cantines scolaires durables partout en Wallonie. A Liège, ce collectif organise la production et la distribution de potages bio et local deux fois par semaine à quelaues 1700 enfants scolarisés dans des écoles à encadrement différencié. La CATL a par ailleurs soutenu la création de la MADil. la Maison de l'alimentation durable et inclusive de la Ville de Lièae. Dans un autre registre, la CATL porte, en partenariat avec la conférence des bourgmestres et avec l'Université de Liège, le projet de création d'un Conseil de Politique Alimentaire sur l'arrondissement de Liège Métropole : une instance de concertation des acteurs territoriaux liés à l'alimentation. La CATL fait aussi partie du Collège wallon de l'alimentation durable, qui oriente la politique du gouvernement wallon en la matière. Elle participe aujourd'hui à

la mise en place d'un réseau professionnel en matière de formation et d'accompagnement pour les porteurs de projets et entreprises actifs dans le domaine de l'alimentation durable. Enfin, elle a parrainé le développement de ceintures et réseaux alimentaires dans auatre autres villes (Verviers, Namur, Charleroi, Tournai), et elle a soutenu l'essaimage du concept du festival Nourrir Liège. Aujourd'hui les Festival « Nourrir... » fleurissent à Arlon, Bruxelles, Herstal, Ans, Verviers, Montréal, Strasbourg, etc. sous la bannière Nourrir l'humanité (nourrir-humanite. org). Les lignes ont bougé et ils le sentent. L'engouement citoyen perdure, et les élu-e-s se saisissent d'enjeux qu'ils jugent aujourd'hui prioritaires. En dépit des crises qui impactent négativement les circuits courts, des financements précaires et aléatoires, l'énergie et la motivation de la CATL et de ses nombreux partenaires ne faiblissent pas. Rob Hopkins, fondateur du mouvement international des Villes en Transition, qui a inspiré la dynamique liégeoise, cite aujourd'hui cette dernière comme l'une des initiatives les plus porteuses et enthousiasmantes du réseau qu'il a contribué à créer.





#### Le Collectif Mensuel remercie :

Le Front Antifasciste de Liège 2.0 et Loïc Decamp L'Odyssée du monde et Delphine Verstraelen Les anonymes de Rire et Vivre La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise, Christian Jonet et Virginie Bartholomé Solidarité Culture Liège, Pierre Clément et Julien Legros Sortir du bois et Sophie Bodarwé Lost Niños et Joé Fortuné La Masse Critique et Yves Wathelet Entre-Murs Entre-Mondes et Lauren Pearl Liège Sans pub et Xavier Jadoul IRRUPTION-WebMédia et Clément Bastin Quai des enfants et Alain Hendrick Les anonymes de Glue Gana Stop Alibaba & Co et Pierre Ozer Bruno Frère Hugues Dorzée Ludivine Faniel Rosario Marmol-Perez **Emilie Rouchon** Christian Wouters François Müller

... Et tous les autres, les fous, les vivants, les gardiens, les rêveurs, ceux qui lient, ceux qui explorent, tous ceux qui préfigurent un monde plus drôle et plus sain.

